ANARCHO SYNDICALISME !

ISSN 1240-0009
CCPAP 0916 S 89086

Le code du travail remplacé par des « négociations » patrons / salariés ?



et aussi : **DOSSIER APPRENTISSAGE** /// LES APPRENTIS DE PLUS EN PLUS MALTRAITES /// NE DITES PLUS MON PETIT PATRON, DITES MON PETIT BOUSIER /// PUBLICITE (D'ETAT) MENSONGERE /// APPRENTISSAGE, UNE FORMATION DOUTEUSE /// **ACCIDENTS DU TRAVAIL 1 277 MORTS PAR AN, COMBIEN DE MINUTES A LA TELE ?** /// **EOLIENNES ET DESASTRES CLIMATIQUES** /// **NON A LA CHARTE DES LANGUES** /// LA PREUVE PAR L'EXPERIENCE : L'ANGLAIS POUR LES RICHES, LE PATOIS POUR LES PAUVRES /// **REFLECHIR AU SOLEIL** /// LETTRE OUVERTE A FRANCE CULTURE ET AUX AUTRES /// **SYRIENS** /// FACE A L'EXODE, MOBILISONS-NOUS /// LES SYRIENS OUBLIES DEPUIS SI LONGTEMPS /// DU LAIT POUR LES ENFANTS SYRIENS REFUGIES A TOULOUSE

2 EUROS /// N°146
OCTOBRE-NOVEMBRE 2015

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

Le code du travail remplacé par des « négociations » patrons / salariés ?

Les français adorent rigoler. L'humour est, en France, une vertu nationale. Et bien sûr, nos gouvernants sont à notre image. En son temps, Alfred Jarry nous en a peint les caractères dans son célèbre « Ubu roi ». Grâce à lui, nos gouvernants ont un modèle. Ils s'y conforment avec conviction.

Par exemple, ils parlent beaucoup ces mois-ci de réformer le « Code du travail ». C'est vrai qu'avec le temps, il en a pris de l'embonpoint, ce bon vieux code*1. Le gouvernement se montre ainsi prévenant envers son personnel de justice même le plus modeste : il ne voudrait pas que ses conseillers prud'hommes attrapent des tendinites et même des lombalgies à trimbaler ce code avec ses plus de 3000 pages. Forcément, des centaines de lois et de décrets, ça fait lourd.

LE CODE DU TRAVAIL SIMPLIFIÉ

« Pour définir les relations entre patrons et salariés, qui sont si simples dans le fond, tant de bla-bla est-il nécessaire, je vous le demande ? », nous questionne benoîtement le gouvernement. *« Salariés et patrons ne peuvent-ils s'accorder sans le secours de la loi, comme en famille, entre bons parents et enfants obéissants ? Supprimons (pardon pour ce lapsus, simplifions, quoique, il est vrai, la meilleure des simplifications n'est-elle pas la suppression ?) le code du travail, tout deviendra si simple. »*

« Certes, certes – ajoutent prudemment nos pères Ubu - *les esprits chagrins vont dire qu'à n'en pas douter, les salaires diminueront, les charges sociales fondront, les cadences augmenteront, les licenciements pleuvront mais, oh miracle, parole de Hollande et de Valls certifiée par le MEDEF, le chômage enfin diminuera puisque les entreprises qui gagneront beaucoup plus d'argent pourront enfin embaucher. »*

En France, c'est bien connu, tout se joue autour d'une bonne table, entre la poire et le fromage. C'est en gros ce qu'on nous propose de faire pour les relations au travail. Les rôles sont déjà bien clairs : les salariés seront les bonnes poires ; les patrons garderont tout le fromage.

« Simplifions ! », c'est devenu la règle d'or. Le gouvernement donne l'exemple, normal. Voyez le document présentant la loi Valls-Macron (appelée abusivement partout loi Macron, alors que c'est au nom de Valls qu'elle est présentée par ce dernier). Il ne fait que 516 pages en petits caractères*2. Commentaires compris, il « pèse » à lui seul environ un sixième de ce Code du travail qu'il faut alléger d'urgence. Et qu'est-ce qu'elle fait, la loi Valls-Macron ? Elle impose plein de petits règlements (pris sans concertation avec les salariés) concernant le travail du dimanche, le transport en autocar, les indemnités en cas de licenciement et de mille autres « petites » choses qui se font flinguer au passage. Il n'y manque que les fameux ratons-laveurs, si chers au poète Jacques Prévert.

C'est pas de la libéralisation (pardon, simplification) ça ?

LA «VIE» DES LOUPS SIMPLIFIÉE

Changeons de registre. Si le père Ubu est roi, la mère Ubu est reine. La France, a signé des conventions internationales pour la protection de la nature et la conservation des espèces protégées. A ce titre, elle s'est engagée à protéger le loup, espèce emblématique s'il en est, essentielle à l'équilibre naturel des écosystèmes.

Et alors ? Est-ce que cela peut empêcher notre sémillante ministre de

SUITE EN PAGE 3

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 TOULOUSE

contact@cntaittoulouse.lautre.net

POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR DE VOTRE ABONNEMENT

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. S'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

Petite précision géographique : l'article « *Contre les fascismes religieux, solidarité avec le combat de libération des habitants du Maghreb ! »* (N°145) portait sur la Tunisie, et les photos d'un déjeuner en plein milieu du ramadan venaient de la ville de Bejaia, comme indiqué dans l'article. Mais nous avions omis de préciser que Bejaia se trouve en Algérie.

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10 €
Abonnement de soutien : 20 € ou plus

Chèques à l'ordre de :
CDES - CCP 3 087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES 7, rue St Rémésy, 31000 Toulouse

POUR TOUT PROBLEME D'ABONNEMENT :
abonnement@cntaittoulouse.lautre.net

***ANARCHOSYNDICALISME !* Organe de l'Union régionale Midi-Pyrénées de la CNT-AIT**
IMP SPE - Edité le 13 septembre 2015 Directeur de la publication : Entremond

l'Environnement d'ouvrir la chasse au loup ? Non. Vous voyez une contradiction quelque part vous ? Elle, pas !

En toute quiétude, notre ministre recyclée vient d'autoriser, à la demande d'éleveurs (les loups mangent parfois des moutons) et au mépris le plus complet de l'environnement, l'abattage des loups. Bon, d'accord, ça « simplifie » définitivement la vie des loups, et puis, *« Moins de loups, moins de chômeurs »* nous dit, avec un clin d'œil complice, Ségolène. Non pas qu'elle compare les chômeurs à des loups, halte là ! Non, c'est que Ségolène a trouvé « le » truc pour inverser la courbe du chômage : pour crever les loups, il faut du personnel. Pas moins de dix « emplois d'avenir » ont été créés. Si on crée autant pour chaque espèce protégée à abattre… le chômage en tremblera dans ses bottes. Ce n'est pas pour rien qu'elle a fait l'ENA, la Ségolène.

Puisqu'on en est aux agriculteurs, ou, pour être exact aux industriels de l'agriculture, penchons-nous un peu sur les mœurs de ces gens-là. Partout en France, regroupés dans une sorte de tribu, la FNSEA, ils commettent régulièrement des violences et des saccages.

LA VIE DÉJÀ SIMPLIFIÉE DE LA FNSEA

Des camions de fruits ou de légumes venus de « l'étranger » (c'est-à-dire des pays auxquels nos industriels agricoles vendent leurs céréales, leurs produits laitiers, leurs vins et tant d'autres choses) vidés sur la chaussée, des palettes enflammées faisant fondre le goudron de nos rues et routes, des tonnes de fumier et des barils de lisier déversés dans les sous-préfectures, des locaux de la MSA attaqués, des personnels molestés… La liste des exactions est infinie… ainsi que les sommes astronomiques de subventions (nationales ou européennes) avec lesquelles les pouvoirs publics les arrosent*3. Finalement, la vie de la FNSEA est déjà simplifiée depuis longtemps : on hurle, on casse et on repart avec un bon paquet d'oseille.

Cet été, au nom du « porc breton » ou des légumes (100 % engrais chimiques) bien de chez nous, ils se sont surpassés.

En face, quelle mansuétude. Tout est permis à ces gens-là, ils ont pu démonter, sous les yeux de la maréchaussée, les portiques de l'écotaxe (ou de les faire flamber, c'est au choix) et ils en ont même vendu des morceaux aux enchères (ce qui porte juridiquement les beaux noms de destruction et vol de bien public, incendie volontaire, recel de vol, le tout en bande organisée, pour ne pas parler d'entreprise terroriste)*4.

Les « forces de l'ordre » contemplent toujours ces violences d'un œil débonnaire. Elles ne réagissent que mollement quand un FNSEAste leur fonce dessus, tout dernièrement, en tracteur.

Quel contraste saisissant avec le « traitement » imposé à tant d'autres personnes (salariés licenciés qui manifestent un peu trop fort, défenseurs des droits de l'homme qui ont le mauvais goût de protester contre la venue de tel ou tel tyran, protecteurs de la nature qui s'opposent à un projet d'aéroport ou de barrage…).

Rappelons comment ça s'est passé à Sivens. Tout d'abord, des commandos d'industriels de l'agriculture ont pu venir agresser violemment les zadistes sur le site. Ils ont passé les imposants barrages policiers dans un sens comme dans l'autre sans se faire « appréhender ». Comme s'ils étaient transparents. Ensuite, la moindre manifestation en défense du site a donné lieu à une répression féroce. On ne compte plus les blessés ni les condamnations à de lourdes amendes ou à des peines de prison, ni les interdictions. Pour finir, un jeune homme, un botaniste des plus pacifiques, a été tué par la police à bout portant.

Pourtant les dégâts consécutifs à ces manifestations sont infiniment moindres que ceux causés par les agriculteurs, les conséquences économiques sont sans commune mesure.

SIMPLIFIONS ENFIN LA VIE DES PATRONS ET DES POLITICARDS

Et d'ici, nous revenons à notre problématique de départ : les travailleurs doivent comprendre que le pouvoir les prend entre le marteau et l'enclume : l'enclume de la régression sociale incessante et le marteau de la répression pour ceux qui seraient tentés de se révolter. Et, là, ça ne rigole plus. Plus du tout.

Il y a plus de trois siècles, au temps de l'oppression monarchique, du temps où il n'y avait que des *« sujets »* d'un maître absolu, Jean de La Fontaine l'écrivait fort bien :
« Selon que vous serez puissant ou misérable,
Les jugements de Cour vous rendront blanc ou noir. »

C'était dans son fameux *« Les animaux malades de la peste »*. Les « animaux », c'est toujours nous ; la peste, c'est le capitalisme. Mais la morale de La Fontaine est toujours d'actualité : travailleurs, chômeurs, jeunes promis au chômage ou à l'exploitation, la seule solution pour ne pas nous faire écraser, c'est de devenir forts. Penser le devenir tout seul est une cruelle illusion. Dans notre classe sociale, on ne devient fort que par la solidarité, la réflexion et l'action constamment poursuivies. C'est ainsi seulement que nous pourrons simplifier la vie de nos patrons et dirigeants, en les mettant dans la poubelle de l'histoire.

_1.- Le Code pénal en a pris encore plus, de l'embonpoint, mais là, pas question de simplifier. Les lois liberticides s'ajoutent aux lois liberticides dans un magma de textes sans que cela gêne du tout nos gouvernants. _2.- Voir « *Macron : atomiser pour mieux exploiter !* » dans *Anarchosyndicalisme !* N°145. *Le « Projet de loi pour la croissance et l'activité présenté au nom de M. Manuel VALLS,... par M. Emmanuel MACRON,...* » fait exactement 516 pages (texte de la proposition de loi et commentaires inclus). http://www.as-semblee-nationale.fr/ 14/pdf/projets/pl2447.pdf _3.- Il faut reconnaître, et c'est une leçon que la classe ouvrière devrait méditer, qu'ils savent être unis. _4.- Voir plus de détails dans notre n°145*« Autour de 'Ethnorégionalisme & Ultralibéralisme, La Bretagne pour laboratoire' »*.



LES APPRENTIS, DE PLUS EN PLUS MALTRAITÉS

Manuel Valls a fait sa rentrée. Il a promis un nouveau cadeau au patronat. Depuis le début, le gouvernement Hollande est en effet aux ordres des chefs d'entreprise. Il multiplie les mesures en leur faveur. Il diminue sans cesse les droits des travailleurs. Il se prépare maintenant à attaquer les plus faibles : les apprentis. Le statut d'apprenti a été plusieurs fois « retouché »par le passé. Le gouvernement actuel lui réserve une monstrueuse dégradation.

La mesure essentielle de cette « réforme » de l'apprentissage, qui s'insère dans une grande campagne publicitaire de recrutement, laisse sans voix.

Il s'agit, ni plus ni moins, d'augmenter le temps de travail des jeunes, de les exploiter encore plus !

Ce que Hollande, Valls, Macron, Gattaz et compagnie préparent, c'est la fin des 35 heures pour les apprentis.

Cette attaque frontale contre les apprentis est monstrueuse pour deux raisons.

LES APPRENTIS, SUREXPOSÉS AUX ACCIDENTS

La première, c'est que les jeunes travailleurs sont déjà surexposés aux accidents du travail. Augmenter leur temps de travail, c'est multiplier les risques d'accident. Or, les chiffres prouvent que les jeunes (et donc les apprentis) ont déjà trois fois plus d'accident du travail que les adultes ! C'est l'INSEE*[1] qui le démontre. En effet un rapport de cet institut*[2] indique que les travailleurs de moins de 20 ans courent trois fois plus de risques d'avoir des accidents que ceux de 50 à 59 ans, ce qui est énorme. Pour ceux de 20 à 29 ans c'est deux fois plus, ce qui reste très élevé.

La raison est simple : la connaissance des risques et encore plus la manière de les éviter (pour ainsi dire, les bons « réflexes », les seuls qui vaillent) ne s'acquièrent qu'avec le temps.

Donc, logiquement, pour compenser ce risque accru, les jeunes devraient avoir une durée de travail inferieure à celle de leurs aînés. En tout cas, c'est ce qu'un raisonnement rationnel nous permettrait de conclure. C'est l'inverse que le gouvernement prépare.

Après ça, Hollande peut toujours claironner que la jeunesse est sa première priorité !

LES APPRENTIS, UNE POPULATION FRAGILISÉE

La deuxième grande raison c'est que, si la condition salariale ne fait que se dégrader depuis plusieurs années pour tout le monde, les jeunes (et singulièrement les apprentis) présentent une plus grande vulnérabilité face à l'exploitation du fait de relations sociales moins soutenantes (ils n'ont pas de bons « carnet d'adresses » en cas de problème) et d'une absence d'organisation collective*[4].

A cela s'ajoute qu'augmenter le temps de travail, c'est bien sûr diminuer le temps de loisir (essentiel pour des jeunes de 16, 17 ou 18 ans) mais aussi entraver la partie « études » de leur formation : être fatigué entraîne obligatoirement moins de disponibilité pour les enseignements théoriques qui sont généralement la pierre d'achoppement pour eux.



Pourquoi le gouvernement s'attaque-t-il aux apprentis qui vivent déjà une situation précaire (payes dérisoires, statut misérable, apprentissage non suivi d'insertion professionnelle…) ?

C'est simple : il sait qu'ils n'ont pas les moyens de s'organiser pour se défendre eux-mêmes ; il sait tout autant que peu d'adultes élèveront la voix pour protéger cette partie la plus fragile de la jeunesse. Cette régression sociale, honteuse sur le plan éthique, est donc sans risque pour lui. Elle lui permet de faire, sur le dos de la jeunesse, un cadeau supplémentaire aux patrons-bousiers (des plus-values supplémentaire par apprenti tomberont dans leurs poches chaque semaine - déjà que l'apprenti est totalement « gratuit » pour le patron dans certains cas...) et surtout de progresser dans sa stratégie d'anéantissement par grignotage des 35 heures.

Commencer par les catégories les plus fragiles et les moins organisées de la population, est en effet une tactique qui permet de mettre en œuvre une régression sociale facilement et sans faire de bruit.

On voit quel est l'objectif final : tout le monde sait que ça ferait très, très plaisir aux patrons, si les 35 heures étaient supprimées partout et que l'on repassait aux 40 heures (voire plus) sans (ou avec si peu) d'augmentation des salaires… C'est cet objectif nuisible que nos dirigeants, complices des patrons préparent. Comme le dit Emmanuel Macron, qui se voit déjà en grand fossoyeur des 35 heures : « *La gauche a pu croire, il y a longtemps, que la France pourrait aller mieux en travaillant moins. Tout cela est désormais derrière nous* ». Macron ne dit pas tout : le pire, c'est que des travailleurs, des ouvriers ont pu croire en « la gauche », mais ça aussi, ça commence à être loin derrière nous.

_1.- Institut national de la statistique et des études économiques _2.- http://www.anact.fr/web/actualite/essentiel?p_thingIdToShow=33953605 _3.- Chiffres de l'année 2013 établis par l'INRS http://www.inrs.fr/actualites/statistiques-ATMP-2013.html _4.- Voir les travaux de Roland Gauthy , chercheur à l'Institut syndical européen pour la recherche, la formation et la santé-sécurité (ETUI-REHS).

NE DITES PLUS MON PETIT PATRON, DITES MON PETIT BOUSIER

Vous n'avez pas pu échapper, sur les antennes radio, à la paire de spots publicitaires du gouvernement sur l'apprentissage, fruit de la cogitation des têtes d'œufs qui s'agitent dans les sphères ministérielles et de leurs copains des agences de publicité. Nous ne résistons pas au plaisir d'en reproduire intégralement, ci-après, l'un des deux :

[Voix d'homme sur fond de musique pseudo-chinoise]
« Enfin, petit scarabée, à force de détermination tu es devenu chef accompli d'une petite entreprise. Mais qui saura suivre ton enseignement et celui de tes salariés ? Qui te fera gagner en compétitivité ? Oui un apprenti, et avec la nouvelle aide TPE jeune apprenti, sa formation te coutera 0 euro. Alors, agis maintenant petit scarabée ! »

[Voix de femme sur quelques notes de Marseillaise]
« Aide garantie et accompagnement. Chefs d'entreprises, c'est le moment de penser à l'apprentissage. L'apprentissage, c'est votre avenir. »

[Voix d'homme sur fond de musique pseudo-chinoise]
« Va petit scarabée va sur apprentissage.gouv.fr »[*1]

Comme les technocrates des cabinets ministériels et les piliers des agences de Com' (qui facturent leurs misérables sottises à prix d'or) l'ignorent, mais comme tout paysan (ou apprenti biologiste) le sait, l'activité du scarabée le plus célèbre (*Scarabaeus sacer* pour les intimes) est de rouler des boules de… caca. C'est d'ailleurs pour ça qu'on l'appelle affectueusement « bousier ». De très nombreux autres scarabées se délectent de la même matière et considèrent *« … la bouse comme un paradis : les adultes y trouvent à manger et des partenaires pour se reproduire… »*[*2]

Les goûts et les couleurs, ça ne se discute pas. Nous ne discuterons donc pas des goûts patronaux. Mais, envoyer des adolescent(e)s qui n'ont rien demandé, chez des bousiers, tout de même, ça frise la maltraitance…

Un ami des bêtes

1.- Vous pouvez l'entendre sur : http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/mp3/Apprentissage-_Radio_2.mp3
_2.- http://typhaeus.chez-alice.fr/biologie.htm

PUBLICITE (D'ETAT) MENSONGERE

Voici le texte d'une des multiples publicités d'Etat concernant le travail des jeunes[*1].

« La réglementation sur le travail des jeunes est simplifiée.

Le cadre réglementaire de mise en situation professionnelle des jeunes, apprentis, élèves, stagiaires a été simplifié tout en garantissant un niveau de protection inchangé pour les mineurs. Cet assouplissement permet de réaffirmer un engagement fort du gouvernement afin de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes. Deux décrets du 17 avril entreront en vigueur le 2 mai :

- le 1er décret introduit une simplification administrative importante pour l'accueil des jeunes en formation dans l'entreprise et en établissement d'enseignement : la procédure de demande d'autorisation à déroger auprès de l'inspecteur du travail pour les travaux interdits aux jeunes âgés de moins de 18 ans est remplacée par un régime déclaratif ;

- le 2nd décret porte sur les travaux temporaires en hauteur des jeunes âgés de moins de 18 ans et permet l'utilisation des échelles, escabeaux et marchepieds lorsque les équipements de travail munis d'une protection collective ne peuvent pas être utilisés. Cela concerne notamment la cueillette et la récolte des fruits dans certaines configurations. »

En quoi cette publicité est-elle mensongère ?

En ce qu'elle prétend que les régressions annoncées à grands coups de trompette comme des simplifications (sous-entendu, des progrès) garantissent *« un niveau de protection inchangé pour les mineurs »*.

Le 1er décret annule le contrôle préalable des dangers pouvant exister qui permettait à l'inspection du travail de vérifier :

- d'une part que l'interdiction totale de certains travaux aux mineurs était bien respectée (par exemple, interdiction de conduire un tracteur),

- d'autre part que les travaux pour lesquels une dérogation peut réglementairement être obtenue, étaient réalisés avec toutes les garanties de sécurité (en particulier pour l'utilisation de machines dangereuses, par exemple une herse rotative).

Malgré ces contrôles, des patrons passaient outre, d'où de graves accidents.

Ce contrôle est maintenant remplacé par une simple *« déclaration »* patronale. Or, nous avons rarement vu un patron, même lorsque les conditions d'insécurité sont désastreuses, déclarer qu'il y avait problème dans son entreprise… Le contrôle n'aura lieu, éventuellement, qu'après un accident… ce qui laisse au patron, avec un peu de pratique, le temps de se mettre « en règle », ni vu ni connu. Et ce n'est pas la parole du malheureux apprenti qui pèsera quelque chose dans la balance.

Ce premier décret ne garantit donc pas un niveau équivalent de sécurité, loin de là.

Le deuxième décret autorise le travail en hauteur dans les pires conditions, puisqu'il permet maintenant d'utiliser du matériel dit sans protection passive (escabeaux, échelles) sur les terrains les plus accidentés (vergers…).

Or, le travail en hauteur est déjà une des situations professionnelles les plus accidentogènes. On ne voit pas comment le fait d'utiliser maintenant un matériel sans protection sur des sols inadéquats pourrait garantir les mêmes conditions de sécurité que lorsque ces travaux étaient interdits aux mineurs.

_1.- http://www.gouvernement.fr/action/le-plan-de-relance-de-l-apprentissage.

APPRENTISSAGE, UNE FORMATION DOUTEUSE

Loin d'être « la » grande solution, la panacée pour les jeunes qui n'ont plus envie d'aller à l'école, l'apprentissage est, pour une bonne part d'entre eux, une formation qualitativement assez douteuse.

C'est pourquoi les apprentis « ratent » plus souvent leurs examens que les lycéens professionnels qui préparent le même diplôme : *« les taux de réussite aux examens restent encore très inférieurs pour les élèves de l'apprentissage »*. L'écart est *« significatif »*, c'est-à-dire important, entre les deux populations de jeunes ce qui *« témoigne des difficultés que rencontrent parfois les apprentis pour valider »* la formation qu'ils ont suivie. C'est particulièrement vrai pour les formations les moins basiques (24 % d'échecs en plus pour les brevets de technicien ou les brevets des métiers d'art).

Ensuite, contrairement à l'idée reçue selon laquelle un patron forme un apprenti pour le « garder », plus d'un tiers *« des jeunes apprentis… ne trouvent pas d'emplois à l'issue de leur formation »*. La sénatrice qui a écrit le rapport dont nos citations sont extraites, ajoute qu'il serait bon de *« s'interroger sur les raisons qui conduisent un employeur sur trois à ne pas recruter son apprenti. »*

Ne vous fatiguez pas à vous interroger, Madame la sénatrice : c'est tout bonnement qu'un apprenti sur trois (au moins) est un jeune salarié kleenex.



Les patrons le prennent parce qu'un apprenti ça ne coute rien (ou pas grand-chose suivant les cas) et que ça rapporte finalement pas mal d'argent. Quant à l'avenir de l'apprenti, les patrons-bousiers s'en moquent comme de leur première couche culotte.

Enfin, si lorsqu'ils viennent d'achever leur formation, les apprentis *« s'insèrent plus facilement que les diplômés sous statut scolaire »* (il y a tout de même des patrons qui « gardent » leur ancien apprenti), cette différence est rapidement résorbée par la suite. Plus grave, avec un niveau plus faible dans les connaissances théoriques, *« les apprentis sont souvent moins armés que les lycéens professionnels pour évoluer tout au long de leur carrière. »* A une époque ou l'évolution technique est rapide, c'est là une grave lacune qui handicape le futur de ces jeunes.

Les citations entre guillemets sont extraites d'un rapport sénatorial de 2009, http://www.senat.fr/rap/a08-100-5/a08-100-58.html#toc203

ACCIDENTS DU TRAVAIL

1 277 MORTS PAR AN, 74 393 HANDICAPES

COMBIEN DE LIGNES DANS LES JOURNAUX ?

COMBIEN DE MINUTES A LA TELE ?

En 2013, le travail a tué 1 277 personnes de tous les âges (541 par un accident sur les lieux du travail, 430 par une maladie professionnelle – donc contractée au travail – 306 par un accident de trajet – donc en se rendant au travail ou en revenant de celui-ci).

74 393 autres personnes s'en sont tirées avec une « incapacité permanente » c'est-à-dire un handicap (39 078 après un accident sur les lieux de travail, 27 450 à la suite d'une maladie professionnelle, 7 865 après un accident de trajet)*[1].

Combien de lignes avez-vous lu dans votre quotidien, votre hebdomadaire ? Combien de minutes à la radio, à la télé ?

Les médias organisent le black-out autour de ces homicides. L'insécurité, même mortelle, au travail ça ne les intéresse pas (contrairement à l'insécurité de droit commun, qui fait environ moitié moins de victime - 682 homicides en tout et pour tout en 2013*[2] - mais qui les passionne).

Les principales victimes des accidents sont les ouvriers : 48 arrêts de travail par million d'heures travaillées (contre 3 arrêts de travail chez les cadres et chefs d'entreprises, toujours pour un million d'heures), et parmi eux, comme cela est spécifié dans *« Les apprentis de plus en plus maltraités »*, les jeunes - dont les apprentis (3 fois plus que les adultes). Quelques exemples : Julien, 18 ans, apprenti agricole tué après avoir été happé par une herse rotative à Saint-Philippe-d'Aiguille (Gironde) ; Jordan, 17 ans, apprenti paysagiste, mort écrasé par son tracteur (qu'il n'avait pas, théoriquement, le droit de conduire, puisqu'il était mineur) à Buicourt, un apprenti de 19 ans mort écrasé sous le poids d'une machine dont il assurait la maintenance dans une scierie de Sainte-Florence,… Vous en aviez déjà entendu parler, vous ?

_1.- Chiffres 2013 de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS) http://www.inrs.fr/actualites/statistiques-ATMP-2013.html _2.- Soit 412 homicides en zone police plus 270 en zone gendarmerie. https://fr.wikipedia.org/wiki/Homicide _3.- Etude 2007 de la DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques).

EOLIENNES ET DESASTRES CLIMATIQUES

Les désastres écologiques (dérèglements climatiques, effondrement de la bio-diversité, épuisement des ressources) consécutifs à la domination absolue du système capitaliste sur la planète, devenant de plus en plus évidents, les défenseurs à tout prix, membres de la classe dominante, de ce système mortifère proposent aujourd'hui de le relooker pour le rendre éco-compatible.

De l'avis même des promoteurs de ce relookage, il n'est pas question de toucher aux fondamentaux du système. La recherche du profit maximum, l'exploitation de l'homme par l'homme, la division de la société en classes antagonistes, la sacralisation de la marchandise restent les idées maîtresses. Ce nouveau capitalisme vert toujours aussi violent, inégalitaire et injuste, se distingue simplement en ce qu'il se prétend respectueux de l'environnement. La rencontre lors de notre camping d'été*1 des membres de l'Amassada*2, un comité d'habitants qui s'oppose à l'implantation sur leur communes d'habitation d'un transformateur électrique géant (7 hectares) et d'éoliennes industrielles, a nourri notre réflexion.

Le remplacement des énergies fossiles par des énergies renouvelables est devenu le leitmotiv des gouvernants et des capitalistes, la solution aux problèmes cruciaux de dérèglements climatiques. L'implantation d'éoliennes géantes est donc présentée comme une alternative rendue nécessaire par l'urgence. Les membres de l'Amassada nous ont présenté la face cachée de cette solution. Les éoliennes industrielles, nous ont-ils dit, ne sont pas les aimables moulins à vent d'une autre époque, les plus modernes mesurent plus de 200 m. de haut, et leurs fondations nécessitent 2 000 tonnes de béton. Pour les édifier, il faut procéder à des défrichements massifs, à la construction de nouvelles routes etc.

Chaque éolienne contient plus de 600 kgs de terre rare (du néodyme), 4 tonnes de cuivre, tous métaux dont l'extraction et le raffinage se font aux dépens des populations (Baotou, ville de Mongolie, centre de production principal du néodyme est surnommée « la ville du cancer », l'espérance de vie y est de 40 ans, les travailleurs d'Amérique du sud d'où est extrait le cuivre sont surexploités...). Enfin, ces engins qu'on nous présente comme le nec plus ultra de l'écologie, génèrent des nuisances pour les habitants (sonores et visuelles) et pour la faune (oiseaux tués par les pales en mouvement, malgré l'installation de radars), perturbations de la nidification des oiseaux et de leurs migrations, etc.). A l'évidence donc, les éoliennes géantes ne sont pas aussi écologiques qu'on nous le dit : elles transforment le paysage, nuisent aux populations et perturbent gravement la faune.

Mais alors pourquoi construire des éoliennes ? Pour l'argent pardi. A parler vrai, il n'est pas évident compte tenu de tous les coûts directs et indirects liés à la construction d'une éolienne que les bénéfices soient supérieurs aux coûts (quel est le bilan carbone final d'une éolienne ?). Mais l'Etat (donc, Monsieur tout le monde) est là pour aider les promoteurs (essentiellement des grands groupes industriels et financiers qui se cachent derrière des noms charmants, évocateur de petites entreprises : Compagnie du Vent, Energie des Collines...) en rachetant l'électricité produite à prix d'or.

En effet, EDF rachète le KWH renouvelable à un prix bien supérieur à celui du marché et, pour financer ces rachats, prélève une taxe (la Contribution au Service Public de l'Electricité) sur les consommateurs. Ainsi l'éolien est devenu une des activités les plus rentables du présent, surtout si l'on considère qu'il permet en plus d'accumuler des crédits carbone.

Depuis le protocole de Kyoto, pour lutter contre le réchauffement climatique, les entreprises et les Etats sont censés limiter leur production de gaz à effet de serre, ce qui ne veut pas dire qu'ils doivent en produire moins ! Ils peuvent dépasser les limites autorisées, à condition de compenser ce dépassement par l'acquisition de ces fameux crédits carbones ; crédits que l'on peut acheter sur un marché international, ou en investissant dans des projets écologiques : zones protégées (par exemple des monocultures d'eucalyptus) ou énergies dites vertes (par exemple des éoliennes industrielles). Les aérogénérateurs sont donc une solution parfaite pour les gros industriels qui peuvent acheter ainsi le droit de polluer tout en empochant des profits grâce à la « générosité » d'EDF !

L'énergie produite sur les montagnes aveyronnaises, ne servira même pas, nous dirent les membres de l'Amassada, aux populations locales, elle sera donc exportée vers l'Espagne ou le Maroc (pays, comme chacun le sait, où il n'y a ni vent, ni soleil !) et pour ce faire il faut construire des lignes à très haute tension : 400 000 volts (ce qui permet de diminuer fortement les pertes lors du transport de l'électricité). Pour alimenter ces lignes monstrueuses, il faut beaucoup d'éoliennes (94 éoliennes actuellement en Aveyron, 121 autres se sont vu accorder un permis de construire et José Bové souhaite voir l'Aveyron couvert d'éoliennes) et des transformateurs adaptés. Bien entendu, les frais de construction des lignes THT et des transfos sont pris en charge par EDF et donc par le contribuable.

En résumé, le consommateur va surpayer l'électricité qu'il consomme pour que des groupes industriels et financiers puissent engranger un maximum de profits, et cela grace à l'aide de l'Etat. Nous constatons donc encore une fois que, quel que soit le parti politique au pouvoir, l'Etat et les puissances d'argent ont partie liée. L'Etat comme le reconnaît Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, ancien conseiller du président Clinton (pas vraiment un anarchiste) soutient systématiquement les très riches et les aide à faire croître leur fortune sur le dos des pauvres.

_1.- Voir en page 10. _2.- Pour suivre les informations sur la lutte de l'Amassada, dans l'Aveyron, consulter le site : douze.noblogs.org

NON A LA CHARTE DES LANGUES REGIONALES

Derrière la question des langues dites régionales se cache très souvent un nationalisme agressif. La Catalogne en offre un très bon exemple : on y est passé en quelques décennies d'une revendication légitime d'expression en catalan à un leadership de cette langue puis a des mesures de rétorsion contre l'espagnol dans l'espace public (dont la loi dite d'immersion scolaire en catalan est l'une des facettes) et l'on en arrive depuis quelques années, comme c'était tout à fait prévisible – et cela fait un bail que nous le disons - à la revendication d'un Etat purement catalan. C'était l'objectif initial de la bourgeoisie locale.

Au moment où Hollande menace de signer la « Charte des langues régionales et minoritaires » chacun doit avoir présent à l'esprit que cette question n'est pas « folklorique », que dans la réalité, il ne s'agit pas de culture mais de politique, et d'une politique qui peut changer assez radicalement la vie de chacun. Or, au lieu de poser le débat franchement et ouvertement (après tout, pourquoi pas !) les nationalistes régionaux avancent masqués derrière des revendications linguistiques et « culturelles », d'une manière insidieuse, perverse.

Dans un premier temps, nous invitons tout un chacun à lire tranquillement cette fameuse charte en se posant à chaque article la question « Qu'est-ce que cela implique ?, qu'est-ce que cela peut changer (en positif ou en négatif) dans ma vie », sans se laisser endormir par les commentateurs ad hoc.

Nous reviendrons, en fonction de l'actualité, sur ce sujet.

LA PREUVE PAR L'EXPERIENCE :

L'ANGLAIS POUR LES RICHES, LE PATOIS POUR LES PAUVRES

L'origine de cet article est un peu inhabituelle. Tout part d'un courrier de lecteur :

« J'aime bien Anarchosyndicalisme !, mais des fois, je trouve que vous exagérez un peu, en particulier contre le régionalisme (…). J'avais été très irrité voici un moment par votre slogan « Le patois pour les pauvres, l'anglais pour les riches ». J'avais oublié l'affaire. Cet été, en vacances à Lloret de Mar, je suis tombé sur un vieil article d'« El Mundo » ci-joint qui m'a interloqué (…) ». **Suivait un article sur la scolarité des enfants de l'ex-président Catalan Montilla.**

En fait, quand nous avons publié l'article *« L'horreur linguistique »*, dont *« Le patois pour les pauvres, l'anglais pour les riches »*[*1] était un titre de paragraphe, nous n'avions pas d'exemple précis (d'autant que l'article portait sur notre région). Nous étions arrivés à cette conclusion par simple déduction. Nous écrivions textuellement ceci :

« Le scénario le plus probable en cas de retour des langues régionales, le voici : on imposera ces dernières au petit peuple (par la force de l'école, de la radio-télé, des politiques d'emploi public ...). Les "élites" politico-économiques parleront patois avec leur femme de chambre et anglais entre elles. On peut prévoir une nette aggravation de ce qui se passe déjà (...) La babélisation régionaliste ne fera qu'amplifier le mouvement, plus aucune langue ne pouvant faire contre-poids à l'anglais.»

La coupure de presse reçue nous a incités à faire quelques recherches complémentaires. Le résultat est éloquent. En Catalogne, région modèle pour les nationaux-régionaliste, le catalan est obligatoire comme langue quasi-unique dans toutes les écoles (c'est ce qu'ils appellent « immersion linguistique »)… à quelques rarissimes exceptions près.

POUR LE FUTUR PRESIDENT, (PROBABLE) C'EST LE LYCEE FRANÇAIS DE BARCELONE

Joan Laporta, président du Football Club de Barcelone, chantre d'une *« Nation catalane organisée en Etat autonome »* et grand « papabile », puisqu'il est susceptible de devenir le prochain président de la Région catalane, a fait son choix éducatif : ses enfants ne sont pas scolarisé en *« immersion catalane »* mais… au Lycée français de Barcelone.

C'est un établissement haut de gamme dans lequel se retrouvent bon nombre d'enfants de la bourgeoisie nationaliste catalane (la liste d'attente est impressionnante) tout autant que ceux des hautes classes nationalistes espagnoles. Ainsi, jusqu'à leur récent départ vers les USA, les enfants princiers de l'Infante d'Espagne Cristina y étaient scolarisés. On ne peut pas plus « espagnoliste », olé !

Faisons un petit tour sur le site internet du Lycée français. On y explique en quelques mots le système éducatif catalan et surtout ce qui le différencie des écoles internationales[*2*] :

« (…) Les écoles publiques et privées à Barcelone dispensent une éducation en catalan. Les cours d'espagnol ne sont obligatoires qu'à partir de 6 ans à raison de 2 h. par semaine. Les écoles se divisent en trois groupes : les écoles publiques, les écoles privées bénéficiant de subventions publiques (escuelas concertadas) et les écoles privées. Parmi ces dernières, figurent toutes les écoles internationales. Les écoles françaises de Barcelone sont coûteuses : près de 4 000 € l'année à Ferdinand de Lesseps, près de 5 000 € au Lycée français de Barcelone. A ces frais de scolarité viennent s'ajouter les frais d'inscription, les repas, le transport, les sorties et excursions, les livres et le matériel scolaire. Le Lycée Français de Barcelone frise le 100% de réussite au bac chaque année. Implanté depuis 1924, … les Catalans aisés y envoyaient leurs enfants et depuis, la tradition est restée. La liste d'attente est toutefois assez longue... ».

L'enseignement, bien sûr, se fait essentiellement en français, en espagnol et en… anglais. Sur la page d'accueil, en cette rentrée 2015, on trouve une petite publicité pour la préparation *« aux examens de Cambridge »* qui souligne avec à propos *« Des cours de préparation … seront de nouveau mis en place en septembre 2015. Sachez que cette formation est d'excellente qualité (…) une bonne maîtrise de l'anglais est essentielle dans de nombreuses filières post-baccalauréat. Il est donc bon de se préparer à l'avance. La seconde étant la dernière classe sans examen, c'est donc sans*

doute l'occasion de s'attaquer aux certifications en anglais. ». Quant au catalan, il est réduit à la portion congrue. Mais ça ne gêne pas la famille Laporta.

POUR LE PRESIDENT ACTUEL, UNE ECOLE INTERNATIONALE

Artur Mas est l'actuel président catalan. Il applique avec férocité aux enfants des autres la loi sur l'immersion linguistique en catalan, mais lui avait eu la prudence d'inscrire ses propres enfants dans une école totalement privée, l'école Aula de Barcelone, qui ne met pas en pratique cette immersion. Aula est un collège d'élite. L'inscription est de l'ordre de 6 000 euros par an. Le programme pédagogique repose sur le plurilinguisme comme le mentionne son site internet, *« les élèves acquièrent une capacité correcte d'expression orale et écrite en catalan, espagnol, anglais et français »*. En effet *« de l'âge de trois à sept ans, l'apprentissage et l'usage de ces quatre langues est introduit progressivement … le projet pédagogique inclut l'usage courant des quatre langues dans les différentes disciplines d'enseignement... L'objectif n'est pas simplement que les élèves s'expriment oralement et par écrit dans ces quatre langues mais bien qu'ils dominent son usage dans les domaines scolaires et intellectuels. »*

Dominer l'anglais, le français et l'espagnol… pour les enfants de la haute bourgeoisie, il n'y a que ça de vrai !

POUR L'ANCIEN PRESIDENT, LE COLLEGE ALLEMAND

Avant Artur Mas, il y avait José Montilla. Montilla est le président qui a imposé la loi d'immersion linguistique.

Pour ce qui est de ses enfants, Anna et Hèctor, ils ont été scolarisés au … Collège allemand de Barcelone. L'inscription est d'environ 4 000 euros par an.

Il pratique encore moins l'immersion que le Lycée français ou l'école Aula. L'enseignement y est prodigué en allemand, espagnol et anglais. Dans certaines classes, il y a un micro-chouya de catalan (une heure par semaine), dans d'autres classes, pas du tout. La maman d'Anna et d'Hèctor Montilla explique très bien son choix éducatif :

« Je crois que si tu n'apprends pas l'allemand enfant, tu ne l'apprends jamais. Les enfants sortent de ce collège en dominant parfaitement l'allemand et l'anglais. C'est merveilleux. La connaissance de l'allemand, à elle seule, te permet de trouver du travail. C'est comme si tu avais une profession. »[*3].

La vie (de certains) est effectivement merveilleuse.

Le Collège allemand de Barcelone compte parmi ses anciens élèves d'illustres catalanistes : outre le père Montilla lui-même, on y relève le nom de Jordi Pujol (président de la Catalogne de 1980 à 2003)... aux côtés de celui d'un ex-ministre franquiste et ex-président du CIO (Comité olympique international), le marquis Juan Antonio Samaranch qui fut également ministre de Franco. Que des gens bien, comme on le voit.

NATIONALISTES FUYARDS

Nombreux sont les politiciens qui scolarisent leurs enfants loin de toute immersion catalane.

Ainsi, Oriol Junqueras, chef officiel de « l'opposition » (*« gauche républicaine catalane »*) qui siégeait au parlement européen dans le groupe des Verts, a déjà annoncé qu'il scolariserait ses enfants au Lycée italien. Pas pour qu'ils échappent au rouleau compresseur catalaniste bien sûr, mais par simple « tradition familiale ».

Comme c'est triste, d'être obligé de suivre une tradition.

L'ex-maire indépendantiste de Barcelone, Xavier Trías, avait pris soin lui aussi de scolariser ses enfants à l'école Santa Claus, une école anglaise, dont l'objectif est que les élèves, à l'issue de leur scolarité primaire, parlent aussi parfaitement l'anglais qu'ils parlent l'espagnol ou le catalan.

Parmi les nationalistes fuyards de leur propre système éducatif, nous avons trouvé également la vice-présidente du PSC (Parti des socialistes de Catalogne), Manuela de Madre; le secrétaire à l'organisation du PSC, José Zaragoza; les ministres (ou ex-ministres) du gouvernement catalan à la Politique territoriale, Joaquim Nadal ou celle au Travail; Mar Serna,… et il y en a certainement pas mal d'autres.

Une mention spéciale doit être décernée à Pilar Rahola, l'égérie de la « gauche » nationaliste catalane. Pour scolariser fifille (Miss Ada), elle n'y est pas allé par quatre chemins la Rahola, elle n'en a pris qu'un, celui qui mène tout droit à un collège… suisse, et des plus huppés : l'Aiglon College.

ET POUR L'EGERIE DE LA « GAUCHE » NATIONALISTE, C'EST CARREMENT LA SUISSE

L'Aiglon College pratique bien l'immersion linguistique… mais uniquement en anglais, comme le précise son site web : *« You will benefit from immersion in an English-speaking community »*. On y est discret sur les tarifs (ah, ce charme discret de la bourgeoisie et de la noblesse), mais ils dépassent plusieurs dizaines de milliers d'euros par an, pouvant atteindre (d'après certains journaux) 130 000 euros pour les meilleures « prestations ». Parmi les anciens élèves, la fille de Amancio Ortega (créateur de la marque Zara - fortune estimée à 64 milliards de dollars en 2014), la princesse Tatiana de Grèce, le non moins prince Alfonso de Orléans y Borbon.

Comme le note (en catalan) un commentateur auquel nous laisserons le mot de la fin *« Les classes són en anglès, i el català no el parlen ni per dir "Barcelona és bona si la bossa sona" »* (« Les cours sont en anglais, et le catalan ne s'utilise même pas pour dire 'Barcelone est bonne si la bourse résonne' »)[*4], et d'ajouter que, comme tous les politiciens, Rahona *« pide la asfixia idiomática en catalán para els fills del Pepet i la Maria, i ella porta la seva filla a estudiar a Suiza en 3 idiomas »* (« demande l'asphyxie linguistique par le catalan des enfants de Monsieur et Madame Tout-Le-Monde, mais elle, elle envoie sa fille étudier en Suisse en trois langues).

_1.- Article paru dans la publication qui a précédé notre magazine actuel, « LE COMBAT SYNDICALISTE », Numéro 68, Mai-Juin 2001. _2.- Les textes de sites webs cités ont été relevés au 31 août 2015. _3.- « Al descubrimiento de Montilla », biographie autorisée, Gabriel Pernau, 2010. _4.- *« Barcelone est bonne si la bourse résonne »* est l'un des proverbes catalans les plus connus. Il trouve son origine chez les marchands Pisans venus faire un lucratif commerce avec l'opulente bourgeoisie barcelonaise. NDLR : Les citations ont été traduites du catalan par nos soins.

REFLECHIR AU SOLEIL

Comme annoncé dans nos colonnes, notre camping annuel s'est tenu du dimanche 26 juillet au dimanche 2 août 2015. Il a été une bonne « cuvée ». Questions/réponses sur cette activité militante.

Contrairement à celui d'autres organisations, le camping CNT-AIT ne propose pas de programme préalable. Comment cela se fait-il ?

Pour nous, ce camping est avant tout un temps militant, mais dans un contexte tout à fait particulier : celui de vacances (et pour certains d'entre nous, de vacances familiales). Dès la première fois, nous avons choisi de ne pas en fixer le programme à l'avance mais de faire que les personnes présentes disposent de la plus totale liberté d'organisation, sachant que, comme il y a surtout des militants et des sympathisants, les sujets abordés se situent évidemment dans la sphère militante.

Mais il y a des temps communs.

Le seul temps commun « obligatoire », c'est le repas du soir et la réunion qui le suit. Encore que, si quelqu'un ne voulait pas partager ce repas, il en serait totalement libre. La réunion qui suit ce repas est la seule qui ait un caractère indispensable : on y règle les éventuelles questions qui concernent la « vie collective au camping », on y collecte l'argent du repas du soir suivant, les personnes qui vont préparer ce repas s'y font connaître, on y choisit les sujets de débat… En général, c'est fait en quelques minutes. Ensuite vient un débat. Y participe qui veut, en général la presque totalité des adultes présents.

En choisissant les débats au dernier moment, est-ce que vous ne vous privez pas d'une « préparation » susceptible de les enrichir ?

Nous ne concevons pas ces débats comme des « cours », ni comme des joutes verbales mais comme des moments ou l'on peut se questionner librement, faire part de doutes ou de convictions, les confronter tranquillement afin d'aboutir progressivement à une élaboration collective. De ce fait, certains débats, quand ils démarrent, se situent au niveau du « débroussaillage », mais rien n'interdit (au contraire) de reprendre le sujet soit au cours d'un même camping, soit des suivants, soit lors d'autres occasions.

C'est d'ailleurs ce qui se passe pour la plus part des thèmes qui ont une portée militante importante. Cela laisse à chacun le temps de sa propre réflexion, à sa propre vitesse, et, ainsi, les positions qui finissent par ressortir, parfois après d'importantes fluctuations, sont finalement des positions très partagées, sur la base de la conviction (et non, comme on le voit encore, sur celle d'un « oukase » sorti tout droit de la cervelle d'un quelconque leader qui se croit génial).

Le débat se construit donc au fil du temps. Au bout d'un certain nombre de reprises, il est assez « mûr » pour une expression publique. Comment cela se concrétise-t-il ?

Pendant longtemps, nous avons publié des comptes-rendus des débats du camping. Mais finalement, c'était assez peu productif : ils figeaient plus le débat qu'ils ne le faisaient avancer.



Maintenant, ces débats servent plutôt à nourrir les pages d'*Anarchosyndicalisme !* ainsi que les différentes rencontres publiques ou actions que nous organisons (*« Journées iconoclastes »*, réunions-débat, actions de solidarité…).

Beaucoup d'articles de fond d'*Anarchosyndicalisme !*, de nombreux thèmes de rencontres publiques sont, peu ou prou, des échos de cette élaboration collective, retravaillés par un ou plusieurs militants (ceux qui tiennent la plume à ce moment-là, ceux qui « lancent » une réunion…). Et ces « productions » militantes seront elles-mêmes « remixées » autant qu'il le faudra pour parvenir à une sorte de consensus.

Quels ont été les thèmes abordés cette année ?

Un premier sujet a tourné autour du nationalisme, de la montée en puissance du FN, des communautarismes… Ce sujet a été proposé par un participant qui l'avait vu dans le programme d'un autre camping militant (celui de l'OCL). Il y aura par la suite une (des) rencontre(s) entre quelques participants aux deux campings pour une comparaison des idées émises lors des deux débats.

Un autre soir, nous avons reçu tout un groupe d'habitants d'un village qui se bat contre l'implantation d'éoliennes industrielles et nous avons donc eu un débat avec eux sur ce thème (énergies renouvelables, productivisme, monopoles énergétiques…). Ces deux exemples montrent par ailleurs que le camping n'est pas « auto-centré » sur lui-même et que les ouvertures sont largement bienvenues.

Un troisième débat a tourné autour de « l'école », de la transmission des connaissances, des pédagogies libertaires (et des pédagogies « pas libertaires »)… Plusieurs des enfants et adolescents présents ont tenu à y participer et à donner leur opinion.

Nous avons eu également une discussion sur la Syrie. Les thématiques organisationnelles (construire une organisation anarchosyndicaliste en réseau) ont fait l'objet d'un débat, ainsi que le camping lui-même.

Un débat sur le camping, au camping ?

Bon, cela peut sembler curieux, mais un des constats que nous faisons est celui du refus (objectif) de discuter, fréquent dans les milieux militants. On y affiche en effet souvent des certitudes pour ne pas dire, les « croyances politiques » à la mode dans le moment, généralement sous forme de slogans ou d'invectives. Cela se voit par exem-

ple dans des forums, avec des messages assez impulsifs, certains produisent parfois des textes… mais le véritable débat, celui qui permet d'enrichir son propre point de vue et éventuellement d'en changer, est rare. Pourquoi ? Peut-être parce que parmi les conditions facilitatrices – du moins, c'est ce que nous pensons – il y a les échanges directs, en vis-à-vis, en prenant son temps, dans une ambiance de liberté d'expression (où l'on n'ait pas peur de dire des « bêtises » ou de faire part de son ignorance). Or, de telles circonstances sont finalement assez rares. Notre camping en offre une. Nous avons donc pas mal réfléchi sur « comment l'optimiser ».

Il y a d'autres activités dans la journée. Comment ça se passe ?

Effectivement, outre les débats, il y a des activités qui vont du « transfert de connaissances » à des activités ludiques… sans oublier des activités pratiques (cuisine collective, vaisselle, entretien de la grande salle commune et du matériel collectif, cueillette de champignons,…).

Le fonctionnement est très simple : la personne qui a une proposition d'activité à faire la fait, les personnes qui sont intéressées y participent. Cette année, il y a eu des formations autour de l'informatique (utilisation de logiciels libres), des activités artistiques (tags), de la culture physique.

Antérieurement, il y a eu des initiations aux langues (anglais, espagnol, esperanto, suivant les années). Tout peut être imaginé, du moment qu'il y a des gens intéressés. Et, si personne d'autre que celui qui lance l'idée n'est intéressé, l'activité n'a pas lieu, point barre, sans que nul s'en formalise (c'est d'ailleurs arrivé, partiellement cette année, à une paire d'activités qui ont été écourtées).

A l'inverse, si quelqu'un a une demande, il peut la faire et si quelqu'un d'autre est en mesure d'y répondre ça s'organise sur place. Bien sûr, de telles demandes peuvent être faites avant le camping. La demande peut même être informelle. C'est arrivé cette année pour une sorte de « cours » d'histoire pour des collégiens. L'an dernier, une formation s'était également improvisée autour de l'éclatement de la Yougoslavie, un campeur connaissant particulièrement bien le sujet.

On a du mal à croire que des collégiens aient manifesté pour demander l'organisation d'un cours d'histoire pendant leurs vacances.

Effectivement, ils n'ont ni manifesté, ni signé une pétition, ni fait une demande explicite lors de l'assemblée du soir. Allez savoir comment, il y a eu, en début de semaine, un échange sur un point « d'histoire de France » entre un jeune et un adulte et cela est devenu le lendemain un atelier dans lequel quelques jeunes (et un adulte) se sont retrouvés pour faire de l'histoire une ou deux heures par jour pendant quatre jours d'affilés. Une autre jeune campeuse était passionnée de zoologie. Il aurait pu se constituer un atelier sur ce thème, mais personne n'a été en mesure de reprendre la balle au bond. Dommage.

Et l'an prochain ?

En 2016, on recommence. Les dates sont déjà fixées : du dimanche matin 31 juillet au matin du dimanche 7 août.

LETTRE OUVERTE A FRANCE CULTURE ET AUX AUTRES

Je suis depuis longtemps auditrice de France Culture ; pas de pub et des émissions qui m'intéressent parfois…

Mais, depuis quelques temps, je trouve que ça dépasse les bornes : Offices religieux, visite de lieux de religions, histoires des religions (les trois « fortes »), débats entre religieux, musique religieuse, émissions sur l'art religieux...

A croire que la terre n'est peuplée que de papes, imams, et rabbins !

J'ai cru entendre qu'on allait enseigner ces histoires dans les écoles. Pauvres gosses ! Si on leur inflige ça en plus de l'histoire des rois et des reines, de l'éloge de la compétition (pardon, de l'émulation), du « respect » des autorités et de la « Sainte économie » en dehors de laquelle « point de salut », des « guerres justes » (celles dont les bombes n'atteignent que les « méchants ») de la justification de la réussite au mérite (mais quel est le secret de fabrication des gosses d'enseignants, pour qu'ils soient plus méritants que les autres, pour qu'environ un élève de Polytechnique sur deux soit fils d'enseignant ?)*[1].

Tant qu'à parler de légendes et de croyances, perso, j'adore les contes. Pourquoi ne pas lire dans les classes des contes vikings, celtiques, arabes, africains,… en précisant bien que ce ne sont que des… contes ? Quant à l'histoire, pourquoi ne pas parler de celle des plus nombreux : comment vivaient (et vivent) les pauvres et les esclaves de tous les pays ? Comment travail(lai)ent-ils ? Que recevaient-ils ou reçoivent-ils encore en échange? Que pens(ai)ent-ils? Quels étaient, quels sont leurs points de vue, leurs espoirs? Leurs révoltes ? Comment sont (ou ont été) traités les enfants, les vieux, les malades, les « inadaptés » au cours du temps et dans les différents pays. Et, pour en venir à l'actualité « locale », comment vit-on avec moins de 1 000 euros par mois ? Comment résiste-t-on aux frustrations, inconforts, humiliations ? Tout ça, ça fait une très longue liste de sujets pour France Culture et les autres, vous pensez pas ?*[2]

_1.- NDLR : Agnès Van Zanten, sociologue spécialiste de l'éducation explique cette situation par les méandres et les chausse-trappes du système éducatif sans la connaissance desquels on est vite « planté » : *« Les familles des classes populaires sont dépassées par ces stratégies. On s'est ainsi aperçu que presque aucun élève de classe prépa n'avait un parcours scolaire normal. Le système est en réalité très peu transparent. Et dans l'opacité, ceux qui sont à l'intérieur sont avantagés. Or ce sont les enseignants qui ont le capital social et interne le plus fort. La formule idéale est un père cadre sup et une mère enseignante ».* http://classes.blogs.liberation.fr/2010/05/30/les-enfants-de-profs-vont-a-polytechnique-et-alors-/ _2.- A décharge de France Culture, signalons que ces sujets sont parfois abordés sur cette chaîne. Mais la disproportion avec les sujets « religieux » ou assimilés est choquante.

FACE A L'EXODE, MOBILISONS-NOUS !

En ces temps de crise où les affaires stagnent, il est un commerce particulièrement florissant : celui des armes. L'Europe occidentale (et la France notamment) s'y livre avec un succès certain et s'y taille une part non négligeable du marché mondial, trouvant des acheteurs chez tous – ou presque – les dictateurs de la planète ; les plus sanglants étant en général les meilleurs clients.

Or, aussi curieux que cela puisse paraître, la vente d'armes aux dictateurs ne prépare pas spécialement la paix, même si les dirigeants européens feignent, maintenant, l'étonnement devant l'ampleur de la vague des réfugiés qui viennent frapper à leurs portes pour demander asile.

Depuis la seconde guerre mondiale, on n'avait pas vu de flux migratoire aussi important. Les interventions militaires en Irak et en Lybie ont plongé les populations de ces pays dans un enfer durable, l'absence de soutien à la révolution syrienne (alors qu'elle était encore largement laïque et démocratique) a conduit à son écrasement. Les contestataires ont été rapidement supplantés par des islamistes d'obédiences diverses, les pires étant le tristement célèbre DAESH (dont l'armement proviendrait d'au moins 27 pays différents…).

Que les dirigeants occidentaux, au même titre que les lobbys de l'armement et du pétrole, portent la lourde responsabilité du chaos moyen-oriental, cela ne fait aucun doute. Pour faire un semblant d'amende honorable, ils pourraient au moins accueillir tous les réfugiés, leur accorder l'asile, comme l'on s'acquitte d'une dette en quelque sorte. Mais on le pressent bien, les contrats d'armement ne stipulent pas que les vendeurs soient tenus d'accueillir les réfugiés, « conséquences » pourtant incontournable de toute guerre.

Au pays du fric-roi, à Money-Land, la honte et la culpabilité n'ont pas pignon sur rue : on peut susciter des guerres pour défendre ses petits intérêts, on se soucie comme d'une guigne des conséquences de ses choix politiques et militaires. On fait des affaires, un point c'est tout. Et quand, bien malgré soi, il faut essayer de réparer un peu les dégâts, on compte encore sou après sou : ces réfugiés, combien ça coûte ?

L'inquiétude purement comptable de nos avaricieux bons maîtres se double aussi d'une angoisse électorale : combien de bulletins de vote en moins si, par mégarde, nous nous montrions trop généreux envers ces « étrangers » ?

Comme d'habitude, ce qui préoccupe gravement nos bien-aimés dirigeants, ce n'est pas du tout le devenir de tous ces réfugiés, c'est leur propre avenir politique, leur carrière, leurs intérêts et ceux de leurs amis marchands de boniments médiatiques, de canons ou de pétrole.

Depuis janvier, ce sont 340 000 migrants ou réfugiés qui se pressent aux portes de l'Europe : 230 000 venant d'Afghanis-tan, d'Irak et de Syrie par la route des Balkans et 110 000 venant d'Afrique par la Libye vers les côtes italiennes. Au seul mois de juillet, 107 000 ont été recensés. Actuellement, chaque jour, 2 à 3000 réfugiés arrivent en Macédoine.

On assiste donc à un phénomène migratoire exceptionnel et il faut remonter aux flux migratoires de la Seconde guerre mondiale pour retrouver des seuils aussi élevés ; c'est dire l'intensité des combats (notamment en Syrie et en Irak) qui jettent sur les routes tous ces gens.

Rappelons que 250 000 Syriens sont morts en trois ans de guerre et que 4 millions se sont réfugiés dans les pays limitrophes (Turquie, Jordanie, Liban).

Dépassés par l'afflux de ces fugitifs, nos bons maîtres ont retrouvé cependant assez vite leurs réflexes de marchands et de policiers : on recense, on trie et on vire. Il s'agit de séparer les bons des mauvais : les réfugiés politiques d'un côté, les migrants économiques de l'autre. Aux réfugiés politiques on accordera le droit d'asile (mais tous ne seront pas « élus », loin de là), à ceux dont la motivation est moins « noble » on opposera la « fermeté », c'est-à-dire le retour à la frontière comme seul horizon. Il faut signaler que parmi les « migrants économiques » on compte un grand nombre de victimes d'une autre guerre, celle de l'ex-Yougoslavie qui a détruit pour de longues années le tissu économique ; le chômage de masse sévit maintenant dans les nations nouvellement crées, tandis que les élites nagent dans l'opulence due à la corruption.

Les bénéficiaires du droit d'asile se voient allouer la somme mirifique de 91 euros par mois et par personne s'ils sont logés, et 343 euros s'ils doivent se loger. On ne peut que rester pantois devant une telle générosité. Le demandeur d'asile attend de 7 à 8 mois avant de savoir si sa demande est acceptée ou rejetée ; en cas de réponse positive, il ne peut chercher du travail qu'au bout de 6 mois minimum.

Alors que des centaines de milliers de personnes arrivent, l'Europe – au moment où cet article est rédigé – s'apprêterait à accorder cette année 40 000 droits d'asile (peut-être plus, on peut l'espérer). Encore faudrait-il veiller, nous dit-on, à une « répartition équitable » des réfugiés dans les divers pays. Entre responsables bien nourris, bien logés et bien vêtus, les discussions risquent de durer...

La Hongrie de Viktor Orban édifie une immense barrière de barbelés à la frontière avec la Serbie, fait évacuer la gare centrale de Budapest où des milliers de réfugiés attendent le train en direction de l'Allemagne, pour la rouvrir le surlendemain, puis stopper leur train au bout d'une centaine de kilomètres : un jeu sadique avec des gens déjà fortement éprouvés. La répression policière n'est pas le seul apanage des régimes nationaux populistes et on a pu voir la police française montrer son « savoir faire » (en terme de matraquage) à des migrants tentant de monter à bord de camions en route pour l'Angleterre à partir de Calais.

Entre fausse compassion et vraie répression, le curseur oscille au gré des vents politiques, mais les rhétoriques démocratiques et humanistes des dirigeants européens apparaissent de plus en plus comme des discours mensongers, les valeurs morales fondatrices sont très sérieusement mises en ballotage par les centaines de cadavres qui flottent en Méditerranée.

Victimes du capitalisme, les réfugiés le sont à double titre. Condamnés à l'exil pour cause de guerre provoquée par les lobbys pétroliers et les marchands de canons, ils vont trouver sur leur route d'ingénieux petits malins, modestes artisans indépendants ou membres d'organisations criminelles puissantes qui vont proposer, moyennant finance, de les amener à bon port : les fameux réseaux de passeurs que les autorités désignent à la vindicte publique, pour mieux faire oublier leur propre responsabilité.

Le trafic d'êtres humains en fuite est devenu une activité lucrative, ce qui illustre de belle façon la perversion totale de ce magnifique système capitaliste qui ne néglige aucune source de profit, aussi misérable soit-elle.

La fuite devant les massacres et la misère peut s'avérer aussi dangereuse que les fléaux auxquels on veut échapper. Depuis l'année 2000, plus de 31 000 migrants sont morts sur les routes de l'exil dont 2460 en Méditerranée.

Sans une mobilisation importante des populations européennes, beaucoup de migrants risquent d'être refoulés. Déjà en Allemagne, un certain nombre de manifestations de solidarité se sont déroulées à proximité des centres d'hébergement qui avaient été inquiétés antérieurement par des démonstrations fascistes et xénophobes.

Beaucoup de lecteurs de ce journal gardent dans leur mémoire familiale l'hiver 1939 : venue de l'autre côté des Pyrénées, une foule innombrable tente d'échapper aux massacres franquistes et se presse aux postes frontières de la France qui leur réservera alors l'épouvantable accueil que l'on sait.

Les migrants d'aujourd'hui laissent derrière eux des régimes de terreur absolue (celui de Bachar el-Assad, celui de Daesh ou la sanglante dictature érythréenne). **Notre solidarité leur est acquise. A bas toutes les frontières. Notre patrie c'est le monde, notre famille l'humanité.**



Les Syriens, oubliés depuis si longtemps…

Depuis 2011, la Syrie a vécu à la fois des élans révolutionnaires, de violentes attaques contre-révolutionnaires, la monté du fascisme religieux, la perpétuation des atrocités commises par l'Etat d'el-Assad, le tout dans une indifférence internationale parfaitement honteuse. La vie de millions d'êtres humains a basculé dans la tragédie, les destructions sont massives…

Sans aucune prétention, j'ai cherché ici à faire un point, celui d'un humain qui s'interroge sur la base des informations qu'il a pu recueillir.

Commençons par le début. Les révolutionnaires syriens ne sont pas sortis dans la rue pour réclamer un Etat islamique, l'application de la charia ou pour obtenir davantage de mosquées. Non, ces gens sont sortis dans la rue pour réclamer liberté et dignité, réclamer leur droit à la parole et ne pas entendre seulement la voix de Bachar. Quoi de plus normal que de voir, dans un pays, des gens se soulever contre un tyran, contre celui et ceux qui les oppriment, c'est-à-dire celui et ceux qui les gouvernent ?

40 ANS DE DICTATURE ÇA SUFFIT

En mars 2011, à Deraa (ville du sud-ouest de la Syrie), des enfants, très jeunes – l'aîné avait 14 ans, mais on murit vite dans de telles situations – inspirés par les soulèvements en Egypte et en Tunisie, ont écrit sur un mur *« Le peuple veut la fin du régime »*. Il s'en est suivi un enchainement inouï de violences. Les forces de l'ordre de l'Etat d'el-Assad arrêtent ces enfants, les frappent, les torturent, leur arrachent les ongles… Ce sont leurs méthodes habituelles et c'est ce qu'ils font subir à ces enfants. Des humains de Syrie, ne vont pas rester insensibles face à ce nouvel épisode d'horreur. Ils sortent dans la rue pour tenter de les faire libérer. C'est par des rafales de mitrailleuse que l'Etat barbare leur a répondu. Des enfants, seuls les cadavres mutilés, brûlés, sacrément amochés, sont rendus aux familles.

C'est l'étincelle. Tout s'enflamme. D'énormes rassemblements et manifestations pacifiques vont suivre dans tout le pays. C'est principalement chez les plus défavorisés que la révolte gronde, alors que les privilégiés apporteront un soutien incontestable à Bachar le sanguinaire.

Des actions symboliques comme l'arrachage de posters à l'effigie du tyran ou la destruction de statues des el-Assad (père et fils), l'attaque d'un siège du parti Baas et la colère massive grandissante, seront toujours calomniées par l'impressionnant appareil de propagande de Bachar qui les taxera de *« terrorisme »*. La rhétorique de Bachar est simple : qui s'oppose à lui ne peut être qu'un dangereux *« terroriste »*, alors que lui-même est un brave pacifiste qui ne recherche que le bonheur de son peuple, comme il l'écrit, par exemple, dans ce communiquée de presse (novembre 2011) : *« Mon rôle, en tant que président, et c'est mon obsession quotidienne, est de savoir comment mettre un terme à ce bain de sang causé par des terroristes armés qui œuvrent dans plusieurs régions »*.

Comme si les personnes massivement présentes dans cette rébellion, à ce moment-là, étaient des barbus sanguinaires et que lui, maître incontesté du pays, était le garant de la *« laïcité »* et de la *« paix »* en Syrie.

Or, s'il y avait et s'il y a une chose que les Syriens n'ont pas à attendre de l'Etat, c'est bien qu'il combatte le vrai terrorisme. Mais contre la révolution, ce sera une lutte acharnée que les bourgeois syriens mèneront.

Vouloir transformer l'homme révolté en *« terroriste »*, ne sera pas le gros mensonge de la seule propagande d'Etat d'el-Assad. Il sera repris immédiatement par tous ses alliés et au-delà, c'est-à-dire beaucoup plus de monde que l'on ne croit. Il est vrai que l'Etat de Bachar a su se créer, par sa « générosité », beaucoup d'amis discrets mais actifs…

La résistance populaire, quant à elle, s'organise autour de *« Comités locaux »*, pour venir en aide aux familles des victimes. Des lieux s'ouvrent, où la parole jusqu'alors muselée, se libère. Face aux problèmes du quotidien, vient alors le « Comment faire face ensemble ». *« Mener leur vie indépendamment des institutions et organes d'Etat, établir un espace qui permette la collaboration collective des individus, activer la révolution sociale aux niveaux local, régional et national »*. Voila comment Omar Aziz, révolutionnaire syrien mort en prison, voyait les Comités locaux de coordination, comme le rapportent les propos d'un de ses amis, Buddour Assan.

Pendant ce temps, les services de police ainsi que des miliciens syriens (très actifs et très fidèles à Bachar) mènent la répression, commettent des tueries, des bains de sang, couverts par le silence médiatique. En réponse, le mouvement populaire donnera alors naissance au premier groupe armé dont nous entendrons parler, l'Armée Syrienne Libre, composée de déserteurs et d'habitants. Leur mission sera de défendre ceux qui se font massacrer par les forces obscures d'el-Assad et du Hezbollah libanais. Un lien soudé existera entre l'ASL et les Comités locaux. Ce mouvement, jusqu'alors resté pacifique, n'aura d'autre choix que de prendre les armes. Les villes d'Alep et de Homs seront des terrains de fortes confrontations. Les chars du pouvoir vont entrer en jeu, puis viendra le tour des bombardements, puis l'utilisation d'armes chimiques, notamment le gaz sarin, faisant des massacres : 1 400 morts dans les banlieues de Damas le 21 août 2013…

Selon la propagande d'el-Assad, aussitôt reprise en boucle par ses fidèles alliés, ce sont les rebelles qui se seraient envoyé ce gaz toxique dessus pour qu'interviennent les forces étrangères. Ben voyons. Et devant l'incohérence de ce « message », qui ne passe pas toujours bien, le deuxième argument de la propagande assadienne est de nier les faits : le rapport sur le gaz sarin serait un faux. Difficile à croire quand on voit la tournure des événements (mais les alliés de Bachar ont quand même réussi à semer le doute en Occident) ! Toujours est-il qu'il n'y a eu aucune intervention pour arrêter les massacres. El-Assad a pu continuer ses crimes aux yeux de la terre entière, sans qu'il y ait de grande réaction. Il a pu franchir la fameuse *« ligne rouge »* sans que l'action (ou plutôt l'inaction) internationale bouge d'un iota.

Résumons : Quand les Syriens s'expriment pacifiquement, par un tag ou des manifestations, ils ont des balles comme réponse. Quand ils s'arment défensivement pour se protéger, c'est l'artillerie lourde. Et quand cela n'est pas assez « efficace » ce sont les bombardements. Une fois le gaz sarin confisqué*1, c'est à coup de barils de TNT que la population sera exterminée. C'est comme ça que le régime el-Assad procède quand il veut mettre un terme à *« un bain de sang »*. Le cynisme ajouté à la cruauté !

Quant à la *« laïcité »* de Bachar, qu'on nous a servi ici comme « justificatif », quant à sa volonté de *« réconciliation »*, c'est de la pacotille. Les deux principaux slogans de ses sbires en disent plus long que tous les discours : *« Bachar, ou nous brûlons tout »* et *« Dieu, la Syrie, Bachar et c'est tout »*. Résultat, 4 ans plus tard : pas loin de 200 000 morts et des millions d'êtres humains fuyant la Syrie.

LES FORCES D'OPPOSITION

Face à cette montée de la résistance populaire, el-Assad a eu l'astuce de libérer des prisonniers politiques. Mais, ce ne furent pas des communistes, ni des démocrates, ni des personnes incarcérées à la suite de mouvement pacifiques. Non, non, les premiers libérés – très vite libérés - ont été les islamistes radicaux et des droits communs violents (condamnés pour meurtre…).

Cette manœuvre nauséabonde a largement contribué à faire crever la révolution sociale en la faisant basculer dans une guerre civile, bascule favorisée par l'arrivée du Front islamique.

Fort de 50 000 à 80 000 hommes, le Front islamique devient alors le plus important groupe rebelle de Syrie, devant ses rivaux de l'Armée syrienne libre, de l'État islamique de l'Irak et du Levant et du Front Al-Nosra, grâce à l'aide financière du Qatar, avec la bénédiction de l'Arabie saoudite et probablement de la Turquie, à ce que l'on peut savoir.

De l'autre coté, un Conseil National Syrien est formé, composé de membres des comités locaux, de l'ASL, mais aussi des Frères musulmans, puis à la demande des soi-disant pays amis de la Syrie, une Coalition Nationale des Forces de l'Opposition et de la Révolution naîtra en novembre 2012, avec pour président Mouaz al-Khatib, un imam sunnite et homme politique syrien. L'opposition syrienne dite modérée était ainsi prête au cas où Bachar tomberait.

Plus tard ces forces de l'opposition seront vivement critiquées, notamment par des membres de l'ASL et par les Comités locaux, car leurs préoccupations s'éloignent du terrain de la révolution syrienne. Le président de la CNFOR démissionne. Il dira par la suite : *« Les puissances mondiales* (…) *ne pensent à résoudre la crise syrienne qu'en fonction de leurs souhaits, de leurs intérêts ou selon leurs méthodes, sans tenir compte de la souffrance quotidienne du peuple »**2. Belle conclusion, mais tardive, comme pour tous ceux qui rêvent de pouvoir et de présidence, quand ils sont déçus. D'ailleurs il est curieux que ce chef de l'opposition, sorti du chapeau des « amis » de la Syrie, ait été prêt à discuter avec le régime*3.

Si, de 2011 à 2013, les Comités locaux et l'Armée Syrienne Libre se sont développés, et ce de manière exponentielle, il aura fallu deux ans de « questionnements » et de tergiversation sur l'aide qui devrait leur être apportée… le temps que le processus révolutionnaire soit affaibli et en voie de disparition.

Un aboutissement rapide aurait pu, probablement, éviter tout ce bain de sang. L'absence d'aide d'un côté et la cohésion des soutiens et alliés de Bachar el-Assad (en particulier, le soutien de l'Iran) de l'autre sont bel et bien responsables d'une révolution brisée.

(Suite en page 15)

(VIENT DE LA PAGE 14)

SYRIE, TERREAU DES FASCISTES ISLAMISTES

De telles circonstances ont constitué pour le Front al–Nosra et pour Daech un terreau pour se développer à grande vitesse. Le conflit Syrien s'enlise. Les « Amis » de la Syrie font le choix de ne pas fournir en armes les révolutionnaires, et notamment les combattants de l'ASL. Même la demande, présentée par l'opposition au régime, d'obtenir une simple protection anti-aérienne pour la zone nord du pays contrôlée par les révolutionnaires est refusée. Le manque d'armes des révolutionnaires fera le jeu des islamistes de Daech, qui eux, sont financés par le pétrole d'Irak ainsi que par quelques autres mystérieux donateurs, et armés par les stocks laissés à l'abandon après la guerre de 2003 contre Saddam. Daech s'attaquera dès le début de son expansion en Syrie aux combattants de l'Armée syrienne libre. L'arrivée de Daech sera un scoop pour les gros médias qui jusqu'alors n'avaient pas l'air de trop se préoccuper des syriens. Ajoutons que les combattant Kurdes ont défendu Kobané, combat juste et légitime face à Daech, malgré un double jeu du gouvernement Turc, qui peut paraître bien étrange, mais qui correspond tout simplement aux intérêts que défend Erdogan.

Bachar quand à lui, reste fidèle au poste et règne en prince…

REACTIONS INTERNATIONALES

Des députés français sont allé serrer la paluche sanglante de Bachar - on ne sait jamais, si c'est lui qui doit rester*4... Pendant qu'une bonne part de la population syrienne criait *« Bachar dégage »*, en Occident, c'était l'insensibilité générale et un silence inquiétant. Il n'y a eu que des initiatives, malheureusement trop rares et de portée limitée, comme la création de collectifs de solidarité avec la révolution syrienne, pour tenter de dénoncer la propagande d'Etat et venir en aide aux populations ou comme le peu de soutien pratique apporté aux combattants kurdes. Nous avons été loin des gros rassemblements, comme ceux que nous avions vus pendant la guerre en Irak ou au cours du conflit israélo-palestinien. La barbarie de l'armée et de la milice el-assadienne, a-telle rendu sourd, muet et aveugle ceux qui auraient dû protester ?

Les Syriens ont été abandonnés à leur triste sort, condamnés à se battre contre des fascistes de Daech, les fascistes de l'Hezbollah et les soldats de Bachar dans l'indifférence la plus totale.

Pourtant, 200 000 Syriens tués, des millions de réfugiés, des enfants fuyant la guerre, comment peut-on rester de marbre face à cela ?

_1.- L'ONU a fini par démanteler ce poison http://www.lepoint.fr/monde/syrie-le-plan-secret-obama-poutine-11-09-2013-1723311_24.php _2.- http://www.lepoint.fr/editos-du-point/mireille-duteil/coups-de-trafalgar-pour-l-opposition-syrienne-25-03-2013-1645547_239.php _3.-http://www.ladepeche.fr/article/2013/01/30/ 1549406-syrie-la-russie-tres-preoccupe-par-une-information-sur-un-raid-israelien.html _4.- http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/02/ 25/des-parlementaires-francais-ont-rencontre-bachar-al-el-Assad_4582844_3218.html

(VIENT DE LA PAGE 16)

bre, le jour même où la photo du petit Aylan faisait le tour du monde et touchait le cœur de millions de gens. Manifestement, à Toulouse, les responsables politiques n'ont pas la même sensibilité que le reste de la planète…

Début, alors, d'une bataille juridique, premier appel à la mobilisation pour défendre le droit de ces familles à vivre dignement dans l'immeuble qu'elles habitent jusqu'à ce que les institutions leur trouvent mieux. Premier procès le 11. Leur avocate, réussit à obtenir un report au 09 octobre. D'autre procès sont prévus le 18 et le 25 septembre pour d'autres familles. D'autres avis d'expulsion sont annoncés pour les au-tres… Après avoir fui la guerre, traversé les frontières au péril de leur vie et trouvé enfin un peu de répit dans cet immeuble désaffecté, voila que les pouvoirs publics s'acharnent à les menacer d'expulsion, à vouloir les jeter à la rue. Cette menace ne peut plus durer. Nous interpellons, par courriel, F. BIASSOTO adjoint au maire et président d'Habitat Toulouse (propriétaire de l'immeuble) le 10 sept. en ce sens. Nous demandons une annulation de ces procédures d'expulsion honteuses et inhumaines (comme pour toutes les expulsions locatives d'ailleurs). Nous ne lâcherons pas. Nous savons que beaucoup, vraiment beaucoup de personnes, à Toulouse, s'indignent de cette menace.

Avec la nourriture et le logement, la « chaleur humaine » est capitale. Ce samedi 12 sept., nous avons organisé un goûter solidaire pour et avec les enfants Syriens. Une occasion de rencontrer les refugiés, d'échanger avec eux pour tous ceux, nombreux, qui ont répondu présents, en participant à l'organisation, en apportant des gâteaux maison, des denrées alimentaires, des vêtements, des livres sur lesquels se sont jetés les enfants, ou tout simplement en passant un moment « ensemble ». Toutes et tous nous avons eu un bel après- midi, certains ont fait part de leur envie de s'investir dans le soutien en passant régulièrement sur le lieu, en donnant des cours d'alphabétisation et de français, d'autres réfléchissent à comment accueillir de futurs réfugiés. Nous avons abordé collectivement le problème des expulsions et l'importance de rester mobilisés, solidaires et vigilants à ce sujet.

Il reste beaucoup à faire, toujours sur le plan alimentaire, toujours sur le plan du logement, mais aussi pour la scolarisation des enfants (les inscriptions en primaire devraient être finalisées ce lundi mais nous n'avons pas à ce jour connaissance d'avancées concernant les collèges) sans parler des « papiers » pour lesquels des démarches sont en cours dans la jungle administrative !

La campagne de solidarité continue donc et continuera tant quelle sera nécessaire…..

Pour prendre contact et participer à la campagne courriel : dulaitpourlesenfantssyriens@hotmail.com

Pour être informé au jour le jour : Facebook cnt-ait Toulouse (points de collecte, concerts de soutien...).

Pour soutien financier : chèques à l'ordre de CNT (7 rue St Rémésy Toulouse) en mentionnant « Du lait pour les enfants Syriens »

Du lait pour les enfants Syriens réfugiés à Toulouse

Août 2015 - Nous apprenons, bien tardivement, que des réfugiés Syriens se logeraient dans le quartier des Izards à Toulouse et qu'ils y survivraient péniblement. « Nous », à ce moment là, nous sommes dans notre camping militant, et c'est une copine qui apporte l'info. Elle l'a vue dans le journal local, La Dépêche.

Après discussion, nous décidons d'aller à leur recherche dès que possible. Le 17 août nous parvenons à rencontrer R, un Syrien connaissant le français ainsi que quelques autres. Ils sont 42 familles à vivre dans une HLM, vouée à la démolition. Ils sont originaires, pour la plupart, de Homs, une ville complètement détruite par les bombardements.

Ils nous racontent qu'au mois de juin, ils ont résisté à une tentative d'expulsion par des services rattachés ou proches de la mairie de Toulouse qui leur ont, au passage, coupé l'électricité. Maintenant, la nourriture vient à manquer. Quelque paquets de pâtes, voila leur maigres ressources, stockées dans leur local collectif. Et ils se trouvent seuls, bien seuls… les quelques aides qu'ils ont reçues ont été ponctuelles, leurs autres démarches n'ont pas abouti.

Le samedi suivant, R. vient au local préciser la situation et surtout les besoins, nous réfléchissons ensemble. N'étant pas « spécialistes » de l'humanitaire, nous nous tournons « naturellement » vers des grandes associations connues de tous. Des compagnons de la CNT-AIT appellent la Croix rouge, le Secours catholique… sans grand succès. Le Secours populaire nous demande de leur faire une liste des familles. On n'a pas encore tenté les restos du cœur. Le 24 août, nous y accompagnons 3 Syriens. Après avoir inspecté leurs papiers en long, en large et en travers, on leur répond tout bonnement qu'on ne peut rien pour eux, qu'ils ne sont pas inscrits, qu'ils ne dépendent pas de leur secteur,... Finalement, ils proposent un maigre colis d'urgence à chacun des 3 présents seulement, donc rien pour leurs enfants et conjoints restés à la maison et ce malgré notre insistance.

Nous comprenons que ni les institutions associatives ni les services sociaux de l'Etat ne vont se bouger. Et nous, moralement, nous ne pouvons pas rester sans rien faire. Nos moyens humains et matériels ne nous permettent pas de faire tout ce qu'il faudrait. Nous décidons de centrer notre aide sur les enfants. Le 29 août, nous leur apportons une centaine de litres de lait et nous lançons une campagne avec le communiqué suivant :

« Une quarantaine de familles de réfugiés Syriens sont arrivées à Toulouse. Elles se sont logées dans le quartier des Izards dans des HLM désaffectés, voués à la démolition. Il y a actuellement une soixantaine d'enfants et 6 bébés qui vivent là dans la plus grande précarité. Cette situation est la conséquence d'une crise humanitaire mondiale dont ces familles sont les premières victimes. A notre très modeste niveau, face à l'incurie des pouvoirs publics et à la mollesse des structures sociales (qui ont distribué quelques paquets de pâtes à ce jour), nous anarchosyndicalistes, avons commencé à organiser une solidarité concrète. La première urgence est alimentaire. Les enfants sont les premières victimes de la situation. C'est pourquoi nous avons commencé l'opération : « Du lait pour les enfants Syriens réfugiés à Toulouse ». Tous ceux qui veulent s'associer à cette démarche sont les bienvenus. »



Le 31 août, nous allons au Secours populaire avec la fameuse liste demandée (les familles étant d'accord), on nous affirme déjà les connaître, pour leur avoir fourni des bouteilles d'eau et des couvertures au mois de juin.

De notre côté, les collectes commencent, la solidarité directe est là et ce sont des amis, bien sûr, mais aussi et surtout des gens ordinaires, des *« vrais gens »* (comme disent les « politiques ») qui répondent à cet appel en apportant leurs dons.

Les 4, 5 et 6 septembre, nous livrons ce que nous avons collecté. Beaucoup de personnes leur apportent également directement des denrées alimentaires, des vêtements, des jouets et autres.

D'autres collectes suivront les 8 et 9 septembre, dont une à la Fac du Mirail. Le soir même, nous ramenons une camionnette pleine de denrées alimentaires. Nous apprenons à notre arrivée, que le Secours populaire a finalement livré, pour la première fois, pas moins de 2,5 tonnes de nourriture aux familles. Bravo et tant mieux.

En discutant avec les Syriens, nous apprenons que certaines familles ont reçu des avis d'expulsion, mais que ne sachant pas lire le français, elles avaient pensé que l'huissier, avec son caractère « officiel », était venu pour les aider…

Cynisme des politiciens, les premiers avis d'expulsion tombent le 3 septem-

(SUITE AU VERSO)